



Les milieux économiques unis derrière le projet AVS et fiscalité

10.05.2019

D'un coup d'oeil

La concurrence fiscale entre États s'intensifie. À coups de listes noires et de doubles impositions, certains pays tentent d'écarter la concurrence suisse, et des entreprises reportent leurs investissements en Suisse en raison des incertitudes ainsi créées. Afin de mettre fin à cette tendance et rester compétitive, la Suisse a besoin du projet AVS et fiscalité.

La Suisse fait face à des problèmes qui ne peuvent pas attendre. Elle dispose d'un des meilleurs systèmes fiscaux au monde, ce qui bénéficie largement à l'économie et aux caisses publiques. Le ciel s'assombrit toutefois. Des listes noires et des doubles impositions pèsent sur l'attractivité de notre pays. Des investissements sont d'ores et déjà reportés, ce qui est attesté par des études récentes. La stratégie des grands États à fiscalité élevée visant à écarter la Suisse comme concurrent est sur le point de réussir. Il faut réagir.

Régler les problèmes au lieu tourner autour du pot

Avec le projet AVS et fiscalité, la place économique restera attractive. La réforme fiscale fédérale fournit aux cantons des moyens financiers et des instruments pour revoir leur stratégie fiscale selon leurs besoins. Seul un projet global est adéquat, vu que la situation varie fortement d'un canton à un autre. Espérer des solutions rapides et simples est illusoire. Sans argent ni instruments, l'adaptation coûterait cher aux cantons et aux communes. C'est justement parce qu'ils souhaitent préserver le service public que les directeurs des Finances des cantons et des villes, les gouvernements cantonaux ainsi que l'Union des villes et celle des communes soutiennent ce projet.

L'AVS fait face à une dégradation de sa situation financière. Il va de soi que des prestations attendues doivent être payées. La solution de financement prévue par le projet AVS et fiscalité répartit les charges sur les épaules de trois acteurs (employeurs, travailleurs et Confédération). L'alternative serait un financement additionnel via la TVA, donc aux dépens des consommateurs. Il ne s'agit pas de développer les prestations sociales (comme le prévoyait le projet Prévoyance vieillesse 2020), mais uniquement de financer et de garantir les prestations actuelles. Le débat quant à l'étendue future de la prévoyance vieillesse en Suisse devra être mené dans le cadre de la prochaine réforme de l'AVS. Rien n'est gratuit. La position des milieux économiques est claire: des mesures structurelles s'imposent.

Le projet AVS et fiscalité ne résoudra pas tous les problèmes de notre pays. Ce n'est pas une raison de le refuser, bien au contraire! Aurions-nous dû refuser le frein à l'endettement en 2001 parce qu'il ne couvrait pas les assurances sociales? Ou la réforme de la péréquation et de la répartition des tâches en 2004 parce qu'elle ne supprimait pas toutes les incitations inopportunes? Ou encore la TVA en 1993, en raison du lien établi avec les réductions individuelles de primes maladie? La Suisse se trouverait-elle en meilleure posture si ces projets avaient été refusés?

La culture du compromis a toujours permis à la Suisse d'avancer. Un pas après l'autre dans la bonne direction. C'est pourquoi les milieux économiques, les arts et métiers, les entreprises familiales, les employeurs et les organisations de branche sont unis derrière le projet AVS et fiscalité. Il permet à la Suisse de sortir enfin des blocages dans deux domaines importants.

[Cette contribution a paru sur le site de la handelszeitung.ch.](http://handelszeitung.ch)